

VILLES PROGRESSISTES VS ETATS CONSERVA- TEURS

par Maria Joao Rodrigues, Présidente de la FEPS



Bruelles, Paris, Londres, Vienne, Lisbonne,... à travers ces villes dirigées par des progressistes d'une nouvelle génération, la social-démocratie démontre qu'elle est bien vivante, n'en déplaise à celles et ceux qui souhaitent l'enterrer. C'est la social-démocratie de proximité, qui répond aux interrogations des habitants, comme à leurs inquiétudes. C'est la social-démocratie qui défend ses combats historiques pour un logement pour tous et qui se renouvelle autour d'un agenda de transition énergétique durable.

Ce n'est pas un hasard si cette social-démocratie prend racine dans les grandes métropoles. Dans ces espaces qui ne cessent de croître, convergent une nouvelle

jeunesse attirée par des services de proximité, autant que de nouveaux migrants, à la recherche d'un premier emploi et d'une intégration réussie. Dans ces capitales politiques, économiques, digitales, internationales, on refait sans arrêt, le monde, un monde ouvert, multiculturel, polyglotte.

Mais la ville, parfois, ressemble à l'employé au comptoir d'une administration publique, au téléphoniste d'une grande entreprise. Elle va recevoir les coups de gueule du citoyen ou du client insatisfait, bien qu'elle n'y puisse rien. L'Etat, par sa puissance publique domine et, quant il est dirigé par des forces conservatrices, il cède à la prudence voire à la lâcheté.

L'Etat-nation, actuellement, dans sa large majorité, en

Europe, se recroqueville et laisse le marché décider à sa place. Au lieu de prendre ses responsabilités et d'offrir une vision rassurante, que les citoyens appellent de leurs vœux, l'Etat cède son temps d'action et de parole aux nationalistes, ce qui ne fait qu'empirer les choses.

Cédant aux poids des conservateurs et libéraux, la Commission européenne vient tout juste de proposer de réduire la partie du budget européen qui était consacrée aux villes et aux régions, véritables acteurs du quotidien.

Aux forces progressistes désormais de proposer un nouvel agenda. Aux forces progressistes de traduire leurs actions locales au niveau national et Européen.